

GRAND CONSEIL

Question Simon Bischof et Xavier Ganioz

2015-CE-157

Rapport d'activité de la Direction de l'économie et de l'emploi

DEE

22.05.2015

Insatisfaits des réponses données par Monsieur le Commissaire du Gouvernement Beat Vonlanthen aux questions posées par le groupe socialiste lors de la discussion sur le Rapport d'activité 2014 de la Direction de l'économie et de l'emploi, nous posons les questions suivantes au Conseil d'Etat :

3.2.4 Médiation

La médiation, qui est directement subordonnée au secrétariat général de la DEE, est destinée aux assurés qui rencontrent des difficultés avec les ORP, les caisses de chômage et la section juridique du SPE notamment. 77 (74) interventions ont été recensées en 2014.

1. Ces trois lignes nous interpellent car elles ne donnent pas d'informations sur le succès de ces interventions. Est-ce que des décisions ont été modifiées à leur suite ? Ou la médiation ne sert-elle qu'à faire accepter les décisions prises ? Qui est en charge actuellement de ce service particulier de médiation, quelle en est la dotation ?

3.3.5 Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP)

L'intervention des inspecteurs auprès des entreprises étrangères, afin qu'elles versent le salaire usuel de la branche, a permis de récupérer 97'708 francs de salaire au profit des travailleurs détachés

2. C'est une somme très conséquente qui révèle un volume d'infractions tout aussi conséquent. Est-il prévu de prendre des mesures ? Lesquelles ?

3.3.6 Lutte contre le travail au noir

L'inspection du travail au noir a effectué 459 (509) contrôles concernant 1'297 (1'132) travailleurs. Parmi ces contrôles, 163 (144) entreprises pour 600 (348) travailleurs ont fait l'objet d'une dénonciation. Les infractions les plus répandues ont trait au non-respect des obligations en matière de droit des étrangers.

3. Cela représente près de 50 % des cas (alors que le rapport était d'un tiers en 2013). Est-il prévu de prendre des mesures ? Lesquelles ?

3.3.7 Placement privé et location de services

Elle a préavisé favorablement auprès du SECO 18 (10) demandes d'autorisation pour exercer la location de services transfrontaliers et/ou le placement privé intéressant l'étranger.

4. Combien y a-t-il de frontaliers dans le canton ? A quelles réflexions amène cette situation ?

(Sig.) Simon Bischof et Xavier Ganioz, députés
et 15 cosignataires